



CHAPITRE 60

Loi concernant la location d'une partie
des forces hydrauliques de la rivière
Péribonca

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'As-
semblée législative de Québec, décrète ce
qui suit:

Location
autorisée.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des ressources hydrauliques, est autorisé à louer, en tout ou en partie, à The Aluminum Company of Canada, Limited, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportuns, sous réserve toutefois des stipulations ci-dessous:

a) Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Péribonca à partir du prolongement à travers la rivière de la ligne séparative des lots 19 et 20, rang III, canton de Jogues, jusqu'à une distance d'environ trente-cinq (35) milles en amont dudit prolongement;

b) Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques dans le domaine de la couronne;

c) Le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques.

Plans, etc. Les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et ladite compagnie paiera

CHAPTER 60

An Act respecting the leasing of part of
the water-powers of the Peribonka
river

[Assented to, the 5th of April, 1950]

HIS MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Hydraulic Resources, is authorized to lease, in whole or in part, to The Aluminum Company of Canada, Limited, for such time and on such conditions as he may deem expedient, subject however to the following stipulations:

Lease
author-
ized.

a. The water-powers of that section of the Peribonka river from the extension across the river of the dividing line of lots 19 and 20, range III, Jogues township, up to a distance of about thirty-five (35) miles upstream from the said extension;

b. The right to build dams and other works for the operation of such water-powers in the Crown domain;

c. The necessary land, in the riverbed and ashore, along the said river and its tributaries, for the erection of such works and the development and operation of such water-powers.

The plans, estimates and specifications relating to such works must first be approved by the Lieutenant-Governor in Council and the said company shall pay

Plans, etc.

une somme de cinq mille dollars à ce sujet.

a sum of five thousand dollars in that respect.

Loyer annuel.

2. Le loyer annuel pour l'aménagement de la chute du Diable par Aluminum Company of Canada, Limited, sera de quinze mille dollars à compter de la signature du bail.

2. The annual rent for the development of the Chute du Diable by the Aluminum Company of Canada, Limited, shall be fifteen thousand dollars as from the signing of the lease. Annual rent.

Redevance annuelle supplémentaire.

3. Une redevance annuelle supplémentaire de quatre-vingt-dix cents par cheval-vapeur-an produit sera payée pendant les dix premières années de production, au plus tard à compter du premier décembre 1953 et cela jusqu'au premier décembre 1963, après quoi ladite redevance sera de un dollar par cheval-vapeur-an produit.

3. A supplementary annual rental of ninety cents per horse-power-year produced shall be paid during the first ten years of production, at the latest from December first, 1953, to December first, 1963, after which the said rental shall be one dollar per horse-power-year produced. Supplementary annual rent.

Idem.

4. De plus, pour l'utilisation des barrages-réservoirs de Passes Dangereuses et de Manouane ladite compagnie paiera en plus, à compter du premier décembre 1963 dix cents par cheval-vapeur-an produit.

4. Moreover, for the utilization of the dam-storages of Passes Dangereuses and of Manouane the said company shall pay, in addition, as from December first, 1963, ten cents per horse-power-year produced. Idem.

Terme du bail.

5. Le bail couvrira la période d'organisation et de construction qui s'étendra jusqu'au premier décembre 1953 et en outre une période additionnelle de vingt-cinq ans; de plus ledit bail pourra, à l'option de The Aluminum Company of Canada, Limited, être renouvelé pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des ressources hydrauliques, au moins trente jours avant l'expiration du bail, et dans ce cas, la redevance annuelle supplémentaire de un dollar pourra être augmentée, mais ne devra pas dépasser un dollar et vingt-cinq cents, par cheval-vapeur-an produit, les autres conditions du bail demeurant les mêmes; à l'expiration de cette deuxième période, ce bail pourra être renouvelé pour une seconde période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

5. The lease shall cover the period of organization and construction which shall extend to December first, 1953, and besides an additional period of twenty-five years; moreover, the said lease may, at the option of The Aluminum Company of Canada, Limited, be renewed for an additional period of twenty-five years, on written notice given to that effect by the company to the Minister of Hydraulic Resources, at least thirty days before the expiration of the lease, and in such event, the supplementary annual rental of one dollar may be increased, but shall not exceed one dollar and twenty-five cents, per horse-power-year produced, the other conditions of the lease remaining the same; at the expiration of such second period, the said lease may be renewed for a second period of twenty-five years at the discretion of the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he may determine. Term of lease.

Commentement de la production.

6. La compagnie devra commencer les travaux d'aménagement à la chute du Diable de façon à pouvoir produire un total d'au moins cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre

6. The company must begin the development works of the Chute du Diable so as to be capable of producing a total of at least fifty thousand horse-power not later than the first of December, 1953, a Beginning of production.

1953, un total d'au moins cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1954, un total d'au moins cent cinquante mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1955 et un total d'au moins deux cent mille chevaux-vapeur au plus tard le premier décembre 1956.

total of at least one hundred thousand horse-power, not later than the first of December, 1954, a total of at least one hundred and fifty thousand horse-power, not later than the first of December, 1955, and a total of at least two hundred thousand horse-power, not later than the first of December, 1956.

Délai pour aménagement des forces hydrauliques.

7. Lorsque la compagnie aura complété son projet d'aménagement à la chute du Diable, aux termes et conditions ci-dessus énumérés, elle pourra procéder à l'aménagement des forces hydrauliques de la rivière Péribonca entre la chute du Diable et le lac Saint-Jean. De toute façon cet aménagement devra être commencé au plus tard le premier décembre 1958 et les travaux devront en être poursuivis avec diligence à la satisfaction du ministre des ressources hydrauliques, à défaut de quoi le privilège conféré à la compagnie par le présent article sera annulé.

7. When the company shall have completed its development project at the Chute du Diable, upon the terms and conditions hereinabove enumerated, it may proceed to develop the water-powers of the Peribonca river between the Chute du Diable and Lake St. John. In any event such development shall be started not later than December first, 1958, and the works must be carried out with diligence to the satisfaction of the Minister of Hydraulic Resources, failing which the privilege conferred upon the company by this section shall be annulled.

Delay for developing water-powers.

Loyer remplacé.

8. Si la compagnie procède à l'aménagement mentionné à l'article précédent, le loyer annuel de quinze mille dollars prévu par l'article 2, pour l'aménagement de la chute du Diable, sera remplacé par un loyer de vingt-cinq mille dollars, qui s'appliquera à l'aménagement de toutes les forces hydroélectriques de la rivière Péribonca permis par la présente loi et qui sera payé au plus tard à compter du 1er décembre, 1958.

8. If the company proceeds with the development mentioned in the preceding section, the annual rent of fifteen thousand dollars provided for in section 2, for the development of Chute du Diable, shall be replaced by a rent of twenty-five thousand dollars, which shall apply to the development of all the hydroelectric powers of the Peribonca river authorized by this act and which shall be paid at the latest from the 1st of December, 1958.

Rent replaced.

Redevances inchangées.

9. La redevance annuelle supplémentaire et celle résultant de l'utilisation des emmagasineurs ci-dessus demeureront en ce cas telles que déterminées par la présente loi.

9. The supplementary annual rental and that resulting from the utilization of storage facilities above mentioned shall in this case remain such as determined in this act.

Rentals unchanged.

Bail continué.

10. Si la compagnie décide d'aménager les forces hydrauliques de la rivière Péribonca, en outre de celles de la chute du Diable, le bail originaire sera continué sans renouvellement pour une période de vingt-cinq ans à compter du premier décembre 1958, après quoi les options de renouvellement prévues à l'article 5 de la présente loi s'appliqueront.

10. Should the Company decide to develop the water-powers of Peribonca river besides those of Chute du Diable, the original lease shall be continued without renewal for a period of twenty-five years from the first of December 1958, after which the options of renewal provided for in section 5 of this act shall apply.

Lease continued.

Aménagements.

11. Les aménagements prévus par la présente loi pourront se faire soit au

11. The development provided for in this act may be effected either by means

Development.

moyen de travaux exécutés sur la rivière Péribonca, soit par la construction de canaux ou de conduites d'aménée allant d'un point en amont de la chute du Diable au canal d'aménée de l'usine hydro-électrique de l'Isle Maligne, soit des deux manières.

Fourniture d'énergie électrique.

12. La compagnie devra fournir, en autant que raisonnablement possible, et la décision du ministre des ressources hydrauliques à ce sujet sera finale et sans appel, à toute industrie nouvelle ou existante qui en fera la demande, l'énergie électrique développée sous l'autorité de la présente loi et dont l'industrie mentionnée au présent article pourra avoir besoin pour ses activités.

Cession, etc. sujette à approbation.

13. The Aluminum Company of Canada, Limited ne peut céder, transporter ou autrement aliéner les biens et les droits obtenus en vertu de la présente loi à moins que la cession, le transport ou l'aliénation n'ait été, sur la recommandation du ministre des ressources hydrauliques, préalablement approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

Conditions des travaux.

14. Les travaux d'aménagement de ces forces hydrauliques devront être faits par The Aluminum Company of Canada, Limited, de façon à ne pas entraver le développement du potentiel maximum des dites forces hydrauliques et à pouvoir être utilisés comme partie de tout développement ultérieur de ces forces.

Énergie.

15. L'énergie électrique produite par ladite centrale électrique devra être développée sous forme de courant alternatif triphasé d'une fréquence de soixante cycles par seconde.

Jurisdiction.

16. The Aluminum Company of Canada, Limited et ladite entreprise hydro-électrique seront soumis à la juridiction de la Régie provinciale de l'électricité, conformément aux dispositions de la Loi de la régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21) de ses amendements et de toute autre loi qui peut être adoptée concernant les

of works executed on Peribonca river, or by the construction of canals or of feeding pipes going from a point upstream of the Chute du Diable to the feeding canal of the hydro-electric plant of Isle Maligne, or by both means.

12. The company shall furnish, in as much as reasonably possible, and the decision of the Minister of Hydraulic Resources in this respect shall be final and without appeal, to every new or existing industry asking for it, the electric power developed under the authority of this act and which the industry mentioned in this section may need for its activities.

Furnishing electric power.

13. The Aluminum Company of Canada, Limited, may not cede, transfer or otherwise alienate the property and rights obtained under this act unless the cession, transfer or alienation has been, upon the recommendation of the Minister of Hydraulic Resources, previously approved by the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions as he may determine.

Cession subject to approval.

14. The development works of such water-powers shall be carried out by The Aluminum Company of Canada, Limited, so as not to hinder the development of the maximum potential of the said water-powers and so as to be capable of being utilized as part of any further development of such powers.

Condition of works.

15. The electric power produced by the said electric power plant shall be developed in the form of a three-phase alternating current of a frequency of sixty cycles per second.

Power.

16. The Aluminum Company of Canada, Limited, and its said hydro-electric undertaking shall be subject to the jurisdiction of the Provincial Electricity Board, in accordance with the provisions of the Provincial Electricity Board Act (Revised Statutes, 1941, chapter 16A, enacted by section 6 of the act 9 George VI, chapter 21), of its amendments, and of any other act which may be passed respecting under-

Jurisdiction.

entreprises de production, de vente ou de distribution d'énergie électrique à l'exception, cependant, de la partie des forces hydrauliques produites, nécessaires pour les propres fins industrielles actuelles de ladite compagnie et de ses subsidiaires actuelles à Shawinigan-Falls et à la Tuque.

takings for the production, sale or distribution of electric power excepting, however, that part of the water-powers produced, necessary for the proper actual industrial purposes of the said Company and its present subsidiaires at Shawinigan Falls and at La Tuque.

Emploi régional.

17. The Aluminum Company of Canada, Limited devra, autant que possible, employer, pour la construction, le maintien et l'exploitation de ladite centrale électrique et tous autres travaux s'y rapportant, des techniciens de la province de Québec et de la main-d'œuvre de la région et des régions environnantes.

17. The Aluminum Company of Canada, Limited, shall employ, as far as possible, for the construction, maintenance and operation of the said electric power plant and all other works relating thereto, technicians of the Province of Quebec and labour from the region or from the neighbouring regions.

Regional employment.

Domages.

18. The Aluminum Company of Canada, Limited sera responsable des dommages causés, soit à la province, soit à des tiers par suite des travaux et des activités mentionnées dans la présente loi.

18. The Aluminum Company of Canada, Limited, shall be responsible for damages caused either to the government of this Province or to third parties as a result of the works and activities mentioned in this act.

Damages.

Arbitrage.

19. A défaut d'entente entre le gouvernement de la province et The Aluminum Company of Canada, Limited relativement aux dommages causés à ce gouvernement, la question sera référée à des arbitres nommés de la façon suivante: un par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par The Aluminum Company of Canada, Limited et le troisième par les deux précédents.

19. In default of any agreement between the Government of the Province of Quebec and The Aluminum Company of Canada, Limited, respecting the damages caused to this government, the question shall be referred to arbitrators appointed in the following manner: one by the Lieutenant-Governor in Council, another by The Aluminum Company of Canada, Limited and the third by the other two.

Arbitration.

Idem.

A défaut d'entente entre ces derniers, le troisième arbitre est nommé par le magistrat de district en chef de la province, à la demande du procureur général ou de ladite The Aluminum Company of Canada, Limited.

If the latter fail to agree, the third arbitrator shall be appointed by the Chief District Magistrate of the Province, at the request of the Attorney General or of the said The Aluminum Company of Canada, Limited.

Idem.

Remplacement d'arbitre.

20. Si, avant le prononcé de la sentence, l'un des arbitres décède ou devient inhabile à agir ou refuse ou néglige d'agir pendant une période de vingt jours consécutifs, un successeur lui est nommé en observant les prescriptions de l'article 19 relatives à la nomination des arbitres, de façon qu'il y ait toujours en fonction un arbitre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par The Aluminum Company of Canada, Limited et un troisième par les deux précédents ou, à leur défaut, par le magistrat de district en chef de la province.

20. If before the award is made, one of the arbitrators dies, or becomes unable to act or refuses or neglects to act for a period of twenty consecutive days, a successor shall be appointed according to the provisions of section 19 relating to the appointment of arbitrators, so that there shall always be in office one arbitrator appointed by the Lieutenant-Governor in Council, another by The Aluminum Company of Canada, Limited, and a third by the other two or, upon failure to do so, by the Chief District Magistrate of the Province.

Replacement of arbitrator.

- Remplacement d'arbitre.** Lorsque l'une des parties ne nomme pas son nouvel arbitre dans un délai de quinze jours de la réception d'un avis à cet effet, donné par l'autre partie, le magistrat de district en chef de la province le nomme, à la demande de cette dernière.
- Secrétaire.** **21.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne pour agir comme secrétaire des arbitres.
- Avances.** Le trésorier de la province est autorisé à faire aux arbitres et au secrétaire, à même le fonds consolidé du revenu, les avances d'émoluments et de déboursés qu'il juge opportunes. Le montant de ces avances est compris dans les frais de l'arbitrage et le trésorier de la province le rembourse au fonds consolidé du revenu dès sa perception.
- Procédure, etc.** **22.** La procédure d'assignation des témoins et de l'instruction est la même que dans une cause ordinaire devant la Cour supérieure et les arbitres ont, à cet égard, tous les pouvoirs que le tribunal et le juge possèdent.
- Signature.** Le secrétaire peut signer l'ordonnance d'assignation des témoins et en certifier toute copie.
- Pouvoirs des arbitres.** **23.** Les arbitres peuvent entendre les parties et leurs témoins, visiter les lieux et en général se procurer tous les renseignements qui leur sont utiles pour déterminer le montant des dommages.
- Audition et sentence.** **24.** Les arbitres procèdent aux dates et lieux qu'ils ont fixés et dont ils ont donné un avis d'au moins quinze jours aux parties intéressées, et rendent une sentence fixant le montant des dommages payables au gouvernement de la province par The Aluminum Company of Canada, Limited.
- Majorité.** Au cas de divergence d'opinion entre les arbitres, la décision de la majorité prévaut.
- Défaut de forme.** **25.** Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle.
- Copie de sentence.** **26.** Dans les huit jours du prononcé de la sentence arbitrale, le secrétaire des
- When one of the parties fails to appoint a new arbitrator within a delay of fifteen days of the receipt of a notice to that effect given by the other party, the Chief District Magistrate of the Province shall appoint him, upon the request of the other party.
- 21.** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person to act as secretary of the arbitrators.
- The Provincial Treasurer is authorized to make to the arbitrators and to the secretary, out of the consolidated revenue fund, such advances of remuneration and disbursements as he deems expedient. The amount of such advances shall be included in the costs of the arbitration and the Provincial Treasurer shall reimburse same to the consolidated revenue fund as soon as they have been collected.
- 22.** The procedure for the summoning of witnesses and for the trial shall be the same as in ordinary cases before the Superior Court and the arbitrators shall have, for such purpose, all the powers of the court or of the judge.
- The secretary may sign the order and certify any copy thereof.
- 23.** The arbitrators may hear the parties and their witnesses, visit the premises, and gather all information that may be useful to determine the amount of damages.
- 24.** The arbitrators shall proceed on the dates and at the places they have fixed and of which they have given at least fifteen days' notice to the interested parties and shall render a decision fixing the amount of damages payable to the government of the province by The Aluminum Company of Canada, Limited.
- In the event of a difference of opinion among the arbitrators, the decision of the majority shall prevail.
- 25.** No defect of form shall render the arbitration award void.
- 26.** Within eight days of the rendering of the arbitration decision, the sec-
- Replacement of arbitrator.
- Secretary.
- Advances.
- Procedure, etc.
- Signature.
- Powers of arbitrators.
- Hearing and decision.
- Majority.
- Defect of form.
- Copy of decision.

arbitres en transmet une copie authentique au protonotaire de la Cour supérieure du district de Chicoutimi.

Homologation.

Cette sentence est homologuée par la Cour supérieure sur requête d'une des parties intéressées.

Revision.

27. La sentence des arbitres et son homologation peuvent être révisées, sur appel formé en la manière prévue au Code de procédure civile, par la Cour du banc du roi, dont la décision est définitive.

Émoluments, partie des frais.

28. Les émoluments des arbitres et du secrétaire sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en taxe, avec leurs déboursés, pour faire partie des frais de cet arbitrage.

Droits d'expropriation.

29. Pendant la durée de ce bail, The Aluminum Company of Canada, Limited pourra, pour les fins de sadite entreprise, et avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions par lui déterminées, exercer, en son nom et pour son compte, les droits d'expropriations prévus par l'article 16 de la Loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) comme si elle était propriétaire desdites forces hydrauliques.

Exportation d'énergie.

30. The Aluminum Company of Canada, Limited ne pourra, soit directement, soit indirectement, exporter hors de la province de l'énergie provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.

Idem.

En outre la compagnie ne pourra transmettre, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera, aucune partie de l'énergie électrique en question hors des districts électoraux de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Roberval, Saguenay et la région minière de Chibougamau.

Conditions additionnelles.

31. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions

of the arbitrators shall forward an authentic copy thereof to the prothonotary of the Superior Court for the district of Chicoutimi.

Such decision shall be homologated by the Superior Court upon a petition by one of the parties interested.

27. The decision of the arbitrators and its homologation may be revised, upon an appeal brought in the manner contemplated in the Code of Civil Procedure, by the Court of the King's Bench whose decision shall be final.

28. The remuneration of the arbitrators and the secretary shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be taxed, with their disbursements, and shall form part of the costs of such arbitration.

29. During the period of its lease, The Aluminum Company of Canada, Limited, may, for the purposes of its said undertaking, and with the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council and upon the conditions determined by him, exercise, in its name and for its own account, the rights of expropriation contemplated in section 16 of the Water-Course Act (Revised Statutes, 1941, chapter 98), as if it were the owner of the said water-powers.

30. The Aluminum Company of Canada, Limited, shall not, directly or indirectly, export out of the Province any power resulting from the development of the said water-powers without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, who may determine the conditions to which such authorization shall be subject.

Moreover the company shall not export, without the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council and upon such conditions he shall determine, any part of the electric power in question, outside the electoral districts of Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Saguenay and the mining region of Chibougamau.

31. The Lieutenant-Governor in Council may stipulate, besides the conditions

prévues par la présente loi, toutes autres conditions additionnelles non incompatibles avec la présente loi qu'il jugera opportunes pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

tions contemplated by this act, any other and additional condition not inconsistent with this act, which he may deem appropriate to promote the development of the industry and the general progress of the Province.

Entrée en vigueur. **32.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

32. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.